



UN MONDE À CONQUÉRIR

EXPORTATION ET DÉVELOPPEMENT CANADA

Rapport financier trimestriel

au 31 mars 2019

Non audité



Canada



Table des matières

Rapport de gestion

Aperçu	2
Sommaire des résultats financiers	4
Déclaration de responsabilité de la direction	6

États financiers consolidés résumés

État consolidé résumé de la situation financière.....	7
État consolidé résumé du résultat global.....	8
État consolidé résumé des variations des capitaux propres	9
Tableau consolidé résumé des flux de trésorerie	10
Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés	11
Note 1. Méthodes comptables significatives	11
Note 2. Prêts et compte de correction de valeur et provisions pour pertes ..	12
Note 3. Passifs au titre des primes et des sinistres	15
Note 4. Passifs éventuels.....	16
Note 5. Capitaux propres	16
Note 6. Juste valeur des instruments financiers.....	16
Note 7. Risques liés aux instruments financiers.....	18
Note 8. Primes d'assurance et commissions de garantie, montant net	19
Note 9. Charges liées aux sinistres	19
Note 10. Autres (produits) ou charges	19
Note 11. Charges administratives.....	20
Note 12. Transactions entre parties liées	20

Avertissement à l'égard des déclarations prospectives

Le présent document contient des projections et d'autres déclarations prospectives à l'égard d'événements futurs. De par leur nature, ces déclarations se fondent sur des hypothèses et sont assujetties à des incertitudes et à des risques inhérents. Par conséquent, les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans les déclarations prospectives.

APERÇU

Exportation et développement Canada (EDC) est l'organisme de crédit à l'exportation du Canada. Son mandat est non seulement de soutenir et de développer, directement ou indirectement, le commerce extérieur du Canada ainsi que la capacité du Canada d'y participer et de profiter des débouchés offerts sur le marché international, mais aussi de fournir du financement d'une manière qui reflète les priorités du Canada en matière de développement international. EDC offre des produits d'assurance, des services de financement, des produits de cautionnement, des solutions aux petites entreprises et des outils de gestion du risque de crédit en ligne. Ses clients sont des exportateurs et des investisseurs canadiens, ainsi que leurs clients internationaux. Elle accorde une attention particulière aux petites et moyennes entreprises en concevant des outils qui leur permettront de réussir sur les marchés internationaux. EDC est une société d'État entièrement détenue par le gouvernement du Canada qui rend compte de ses activités au Parlement par l'intermédiaire du ministre de la Diversification du commerce international. Elle est financièrement autonome, ne reçoit aucun crédit parlementaire et génère son chiffre d'affaires principalement en percevant des intérêts sur ses prêts, des commissions sur ses produits de cautionnement et des primes sur ses produits d'assurance.

Conjoncture économique

Le dynamisme et la croissance de l'économie mondiale ont continué à faiblir au premier trimestre de 2019. En conséquence, les grandes organisations internationales ont revu à la baisse leurs attentes relativement aux perspectives de l'économie mondiale et du commerce international, faisant ainsi écho au regain de l'incertitude politique et des tensions commerciales.

Les États-Unis sont toujours le moteur de la croissance des marchés développés; en effet, le marché du travail se resserre et la confiance des consommateurs demeure forte. Cela dit, 2019 a connu un début difficile au pays en raison de la suspension des services publics pendant 35 jours, d'une certaine turbulence sur les marchés des capitaux et d'une trêve dans le conflit tarifaire avec la Chine. En janvier, la Réserve fédérale a indiqué qu'elle comptait se faire plus accommodante et donc, ne pas hausser ses taux d'intérêt en 2019.

En Chine, la croissance a ralenti au début de 2019 pour s'établir à un rythme plus soutenable à long terme, le gouvernement privilégiant la qualité au détriment de la quantité en matière de croissance. L'imposition de tarifs douaniers par les États-Unis et la réplique chinoise ont nui au commerce, alors même que le gouvernement prenait des mesures pour brider l'endettement des sociétés et lutter contre les problèmes de pollution. Les indicateurs récents font état d'un regain d'activité dans le secteur manufacturier.

Les indicateurs économiques au sein de l'Union européenne ont déçu. Plusieurs facteurs concourent à l'affaiblissement de la confiance et de la performance des entreprises : incertitude grandissante suscitée par la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne; perturbations de la production automobile en Allemagne découlant de l'ajustement aux nouvelles normes en matière d'émissions; croissance faible et incertitude entourant la politique budgétaire menant tous deux à un élargissement des écarts sur les titres publics en Italie; soulèvements populaires en France.

Parallèlement, l'économie canadienne poursuit son expansion. Les exportations de marchandises ont rebondi en janvier, et les cours pétroliers au Canada, qui avaient plongé durant la deuxième moitié de 2018, ont remonté après l'imposition de restrictions sur la production par l'Alberta pour réduire l'écart considérable séparant les cours pétroliers américains et canadiens. De plus, la Banque du Canada a maintenu son taux directeur à 1,75 % au premier trimestre et, à l'instar de la Réserve fédérale, devrait faire preuve de prudence avant de hausser ses taux.

Gestion des risques

Du fait de nos activités, nous sommes exposés à un large éventail de risques, notamment d'ordre stratégique, financier et opérationnel. Nous gérons les risques à l'aide d'une structure de gouvernance constituée de trois lignes de maîtrise qui privilégie une supervision et un contrôle centralisés, équilibrés et stricts des risques, avec une obligation redditionnelle et des responsabilités d'appropriation du risque clairement établies au sein du personnel en contact direct avec les clients. Cette structure fait en sorte que l'appétit pour le risque est transmis en cascade à l'échelle de la Société; elle établit aussi des forums constituant pour la haute direction un cadre propice pour dûment examiner, discuter et débattre les risques et en tenir compte dans les décisions à tous les échelons et pour toutes les fonctions de la Société. Pour un examen plus approfondi de notre gestion des risques, consulter les pages 92 à 101 de notre Rapport annuel 2018. Pour des précisions sur les risques liés aux instruments financiers, voir la note 7 afférente aux états financiers ci-joints.

Incidence des fluctuations du cours du change sur les résultats financiers

Nos résultats libellés en devises sont influencés par les fluctuations du cours du change. Au premier trimestre de 2019, la valeur du dollar canadien a remonté par rapport à celle du dollar américain, atteignant 0,75 USD à la fin du trimestre, contre 0,73 USD à la fin du trimestre précédent. Cette appréciation a donné lieu à une diminution de la valeur de nos actifs et de nos passifs, qui sont principalement libellés en dollars américains et convertis en dollars canadiens au taux en vigueur à la date de clôture. Cela dit, la valeur moyenne du dollar canadien au premier trimestre de 2019 a reculé par rapport au dollar américain, soit 0,75 USD contre 0,79 USD au premier trimestre de 2018. Ce recul a eu un effet favorable sur nos résultats financiers, puisque les composantes du bénéfice net ainsi que les activités facilitées sont converties au taux de change moyen.

Activités facilitées

Les activités facilitées dans le cadre de notre programme de financement ont progressé de 18 % par rapport à la même période en 2018, principalement à cause des gains dans le secteur minier, malgré par une baisse dans les secteurs des institutions financières et de l'aéronautique.

Les activités facilitées au titre de notre groupe de produits d'assurance d'institution financière ont bondi de 87 % par rapport à la période correspondante de 2018 à cause d'une demande accrue de la part d'un titulaire de police existant.

	Trimestres clos les	
	31 mars	31 mars
(en millions de dollars canadiens)	2019	2018
Activités facilitées		
Prêts directs	4 644	4 192
Financement de projets	909	469
Garanties de prêts	331	310
Placements	59	49
Total du financement et des placements	5 943	5 020
Assurance crédit	14 863	13 750
Assurance d'institution financière	2 432	1 302
Assurance et cautionnement de contrats	1 432	1 447
Assurance risques politiques	218	231
Total des assurances	18 945	16 730
Total des activités facilitées	24 888 \$	21 750 \$

SOMMAIRE DES RÉSULTATS FINANCIERS

Performance financière

(en millions de dollars canadiens)	31 mars 2019	Trimestres clos les	
		31 mars 2018	31 mars 2019 Plan d'entreprise
Produits du financement et des placements, montant net	314	305	308
Primes d'assurance et commissions de garantie, montant net ⁽¹⁾	64	63	60
Profits ou (pertes) réalisés ⁽²⁾	(1)	5	2
Produits des activités ordinaires, montant net	377	373	370
Charges administratives	131	116	131
Dotation au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit (reprise)	24	(32)	5
Charges liées aux sinistres	57	23	23
Résultat avant les (profits) ou pertes latents	165	266	211
(Profits) ou pertes latents sur instruments financiers ⁽²⁾	106	(55)	-
Bénéfice net	59	321	211
Autres éléments du résultat global	56	(19)	22
Résultat global	115 \$	302 \$	233 \$

⁽¹⁾ Y compris les commissions de garantie de prêt.

⁽²⁾ Comptabilisés dans les autres (produits) ou charges de l'État consolidé résumé du résultat global.

Le **bénéfice net** a diminué de 262 millions de dollars comparativement à celui de la même période en 2018 et s'est établi 152 millions dollars en dessous de celui annoncé dans le Plan d'entreprise, surtout à cause de l'augmentation des pertes latentes sur instruments financiers et de la hausse des provisions pour prêts requises.

Nous avons enregistré des **pertes latentes sur instruments financiers** de 106 millions de dollars au premier trimestre de 2019, principalement en raison de la volatilité des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net. En raison de la volatilité des profits ou des pertes à la juste valeur des instruments financiers et de la difficulté à les estimer, aucune prévision relative à ces éléments ne figure dans le Plan d'entreprise.

La **dotation au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit**, de 24 millions de dollars au premier trimestre de 2019, dépasse de 19 millions de dollars le Plan d'entreprise, surtout à cause de la détérioration de la situation d'un débiteur du secteur des infrastructures et de l'environnement. La reprise sur provision de 32 millions de dollars à l'exercice précédent est en majeure partie le résultat de l'amélioration de la qualité du crédit dans le portefeuille de garanties de prêt.

Les **charges liées aux sinistres** s'élèvent à 57 millions de dollar au premier trimestre de 2019, principalement en raison de demandes d'indemnisation au sein de nos portefeuilles d'Assurance et cautionnement de contrats et d'Assurance risques politiques.

Les **autres éléments du résultat global** s'élèvent à 56 millions de dollars après la réévaluation des actifs et des obligations au titre des prestations de retraite. Les actifs du régime ont dégagé un rendement positif malgré la réévaluation des pertes découlant d'une diminution du taux d'actualisation au premier trimestre de 2019.

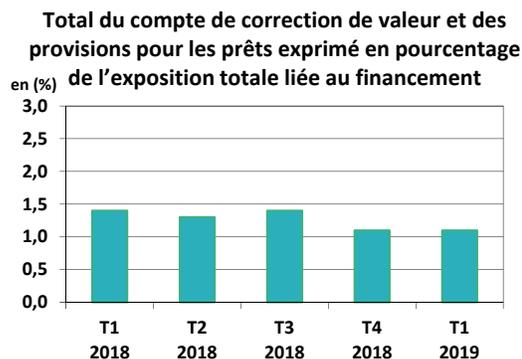
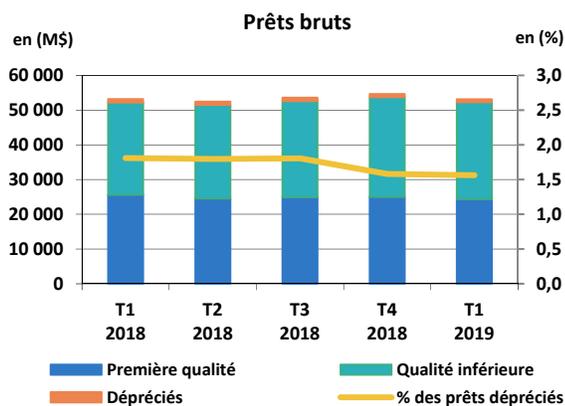
Au premier trimestre de 2019, EDC a versé un dividende de 1 010 millions de dollars au gouvernement du Canada (969 millions en 2018).

Situation financière

(en millions de dollars canadiens)	31 mars 2019	31 déc. 2018	31 mars 2019 Plan d'entreprise
Total des actifs	67 415	69 380	64 558
Total des passifs	57 966	59 035	55 002
Capitaux propres	9 449	10 345	9 556
Prêts bruts	53 114	54 609	51 363
Total du compte de correction de valeur et des provisions – portefeuille de prêts	880	920	1 157
Total du compte de correction de valeur et des provisions – portefeuille d'assurances	340	620	320

Les variations des prêts bruts par rapport à l'exercice précédent et au Plan d'entreprise sont dues principalement à l'écart de change.

Exprimé en pourcentage de l'exposition totale liée au financement, les prêts dépréciés et le total du compte de correction de valeur et des provisions pour les prêts ont diminué depuis le troisième trimestre de 2018, principalement en raison d'un débiteur du secteur des technologies de l'information et des communications redevenu productif au quatrième trimestre de 2018 et à la radiation de trois prêts dépréciés au premier trimestre de 2019. Ces événements n'ont pas été envisagés lors de la préparation du Plan d'entreprise.



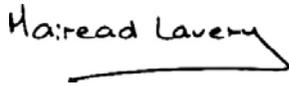
La diminution de 280 millions de dollars du total du compte de correction de valeur et des provisions pour les assurances depuis décembre 2018 est due à un paiement d'indemnité important dans le cadre du programme d'Assurance risques politiques.

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés résumés trimestriels conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* prescrite par le Conseil du Trésor du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés résumés trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille également à la concordance entre toutes les autres informations appropriées contenues dans ce rapport financier trimestriel et celles contenues dans les états financiers consolidés résumés trimestriels.

Les présents états financiers consolidés résumés trimestriels n'ont pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen par un auditeur externe.

À notre connaissance, ces états financiers consolidés résumés trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2019, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les périodes présentées dans ces états financiers.



Mairead Lavery
Présidente et chef de la direction



Ken Kember
Premier vice-président et chef de la direction financière

Ottawa, Canada
2 mai 2019

EXPORTATION ET DÉVELOPPEMENT CANADA

États financiers consolidés résumés

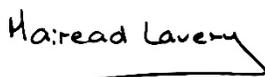
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en millions de dollars canadiens)

	Notes	31 mars 2019	31 déc. 2018
Actifs			
Trésorerie		213	170
Titres négociables		12 218	13 119
Instruments dérivés		441	256
Actifs détenus en vue de la vente		13	13
Prêts	2	53 133	54 566
Compte de correction de valeur pour pertes sur prêts	2	(770)	(820)
Placements		1 383	1 342
Indemnités recouvrables sur assurances		31	35
Quote-part des réassureurs dans les passifs au titre des primes et des sinistres	3	140	150
Autres actifs		159	170
Actifs au titre des prestations de retraite		156	92
Immobilisations corporelles		48	50
Immobilisations incorporelles		112	110
Immeuble faisant l'objet d'un contrat de location-financement		138	127
Total des actifs		67 415 \$	69 380 \$
Passifs et capitaux propres			
Dettes fournisseurs et autres crédits		105	226
Emprunts		55 217	55 448
Instruments dérivés		1 529	1 971
Obligation au titre d'un contrat de location-financement		163	150
Obligations au titre des prestations de retraite		180	172
Provision pour pertes sur engagements de prêts	2	30	20
Passifs au titre des primes et des sinistres	3	590	890
Garanties de prêts	2	152	158
Total des passifs		57 966	59 035
<i>Engagements de financement (note 2) et passifs éventuels (note 4).</i>			
Capitaux propres			
Capital social	5	1 333	1 333
Résultats non distribués		8 116	9 012
Total des capitaux propres		9 449	10 345
Total des passifs et des capitaux propres		67 415 \$	69 380 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

La publication de ces états financiers a été approuvée par le Conseil d'administration le 2 mai 2019.


Robert S. McLeese
Administrateur

Mairead Lavery
Administratrice

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DU RÉSULTAT GLOBAL*(en millions de dollars canadiens)*

	Notes	Trimestres clos les	
		31 mars 2019	31 mars 2018
Produits du financement et des placements			
Prêts		589	498
Titres négociables		69	42
Placements		1	2
Total des produits du financement et des placements		659	542
Charges d'intérêts			
Charges de financement		338	229
		7	8
Produits du financement et des placements, montant net		314	305
Commissions de garantie de prêt			
		13	12
Primes d'assurance et commissions de garantie			
Cession en réassurance		61	60
		(10)	(9)
Primes d'assurance et commissions de garantie, montant net	8	51	51
Autres (produits) charges	10	107	(60)
Charges administratives	11	131	116
Résultat avant la dotation au compte de correction de valeur et aux provisions et avant les charges liées aux sinistres		140	312
Dotation au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit (reprise)			
	2	24	(32)
Charges liées aux sinistres	9	57	23
Bénéfice net		59	321
Autres éléments du résultat global			
Réévaluation des régimes de prestations de retraite		56	(19)
Résultat global		115 \$	302 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES*(en millions de dollars canadiens)*

	Notes	Trimestres clos les	
		31 mars 2019	31 mars 2018
Capital social	5	1 333	1 333
Résultats non distribués			
Solde à l'ouverture de la période		9 012	8 707
Ajustement lors de la transition aux règles de dépréciation d'IFRS 9		-	400
Ajustement lors de la transition à l'IFRS 16		(1)	-
Solde révisé à l'ouverture de la période		9 011	9 107
Bénéfice net		59	321
Autres éléments du résultat global			
Réévaluation des régimes de prestations de retraite		56	(19)
Dividende payé	5	(1 010)	(969)
Solde à la clôture de la période		8 116	8 440
Total des capitaux propres à la clôture de la période		9 449 \$	9 773 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAU CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE*(en millions de dollars canadiens)*

	Trimestres clos les	
	31 mars 2019	31 mars 2018
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Bénéfice net	59	321
Ajustements pour déterminer les entrées ou (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation		
Dotation au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit (reprise)	24	(32)
Écart actuariel sur la provision nette pour sinistres sur assurances	(276)	14
Dotation aux amortissements	10	10
(Profits) ou pertes réalisés	(1)	(10)
Variation des actifs et des passifs d'exploitation		
Variation des intérêts courus et des commissions sur prêts	(63)	(47)
Variation des intérêts courus et de la juste valeur des titres négociables	(66)	61
Variation des intérêts courus et de la juste valeur des emprunts	266	(49)
Variation des instruments dérivés	(203)	(169)
Autres	(122)	(67)
Déboursements sur les prêts	(4 635)	(7 795)
Remboursements sur les prêts et recouvrements de principal résultant de la vente de prêts	4 993	7 266
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation	(14)	(497)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Déboursements sur les placements	(76)	(84)
Encaissements sur les placements	35	49
Achats de titres négociables	(2 083)	(4 745)
Ventes ou arrivées à échéance de titres négociables	2 564	1 458
Achats d'immobilisations corporelles	-	(1)
Achats d'immobilisations incorporelles	(7)	(6)
Entrées ou (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement	433	(3 329)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Émission d'instruments d'emprunt à long terme	6 967	5 960
Remboursement d'emprunts à long terme	(3 433)	(3 020)
Émission d'instruments d'emprunt à court terme	3 590	11 126
Remboursement d'instruments d'emprunt à court terme	(6 618)	(7 614)
Déboursements pour la vente ou l'arrivée à échéance d'instruments dérivés	(80)	(90)
Dividende payé	(1 010)	(969)
Entrées ou (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités de financement	(584)	5 393
Effet des fluctuations du cours du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(57)	46
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(222)	1 613
Trésorerie et équivalents de trésorerie		
À l'ouverture de la période	2 944	1 627
À la clôture de la période	2 722 \$	3 240 \$
Composition de la trésorerie et des équivalents de trésorerie :		
Trésorerie	213	296
Équivalents de trésorerie inclus dans les titres négociables	2 509	2 944
	2 722 \$	3 240 \$
Intérêts en trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Intérêts payés en trésorerie	360 \$	192 \$
Intérêts reçus en trésorerie	555 \$	436 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés

1. Méthodes comptables significatives

Mode de présentation

Nos états financiers consolidés résumés sont conformes à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* prescrite par le Conseil du Trésor du Canada.

À moins d'indication contraire ci-après, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés utilisent les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul qui ont été appliquées à nos états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2018. Ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2018, notes annexes comprises, qui figurent aux pages 119 à 175 de notre Rapport annuel 2018.

Méthode de consolidation

Nos états financiers consolidés tiennent compte des actifs, des passifs, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de nos filiales entièrement détenues et de ceux des entités structurées consolidées conformément à *IFRS 10, États financiers consolidés*. Les transactions et les soldes intragroupe ont été éliminés.

Application de normes internationales d'information financière, nouvelles ou révisées

a) Nouvelles normes, modifications et interprétations adoptées au cours de l'exercice

Les normes qui suivent, publiées par l'IASB, ont été adoptées au cours de l'exercice.

IFRS 16, Contrats de location – En janvier 2016, l'IASB a publié la nouvelle norme sur les contrats de location qui oblige les locataires à comptabiliser les actifs et les passifs résultant des droits et des obligations prévus aux termes des contrats de location. À la transition à l'IFRS 16 en janvier 2019, par mesure de simplification, nous n'avons pas réévalué tous les contrats existants pour déterminer s'ils constituaient ou contenaient un contrat de location à la date de première application, mais plutôt appliqué cette norme aux contrats précédemment désignés comme contrats de location aux termes d'*IAS 17 – Contrats de location* et d'*IFRIC 4 – Déterminer si un accord contient un contrat de location*. De plus, nous avons appliqué la méthode rétrospective modifiée et comptabilisé l'écart de réévaluation de 1 million de dollars à titre d'ajustement du solde d'ouverture des résultats non distribués. En conséquence, les informations comparatives n'ont pas été retraitées et sont toujours présentées conformément à *IAS 17* et à *IFRIC 4*.

b) Nouvelles normes, modifications et interprétations publiées, mais non encore entrées en vigueur

L'IASB n'a publié aucune nouvelle norme, modification ou interprétation au cours du trimestre considérée comme pouvant avoir une incidence sur EDC à l'avenir.

Utilisation d'estimations et de jugements clés

La préparation des états financiers nécessite des estimations et des jugements clés. Le jugement est nécessaire pour choisir les méthodes comptables, et l'application de ces méthodes nécessite des estimations et des hypothèses qui permettront d'obtenir la valeur comptable à présenter au titre des actifs et des passifs. Les éléments pour lesquels la direction a fait appel à des estimations significatives et a exercé son jugement sont notamment les suivants : le compte de correction de valeur et provisions pour pertes sur prêts; les actifs détenus en vue de la vente; les passifs au titre des primes et des sinistres; les indemnités recouvrables sur assurances; les régimes de retraite; les instruments financiers évalués à la juste valeur. Se reporter à la page 122 du Rapport annuel 2018 pour plus de précisions.

2. Prêts et compte de correction de valeur et provisions pour pertes sur créances

Prêts

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	31 mars 2019	31 déc. 2018
Prêts bruts	53 114	54 609
Créances au titre des intérêts et des commissions	312	272
Produits différés tirés des prêts et autres crédits	(293)	(315)
Total des prêts	53 133 \$	54 566 \$

Le tableau suivant montre l'évolution du portefeuille des prêts bruts au cours de la période :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	2019	2018
Solde au 1 ^{er} janvier	54 609	51 199
Remboursements de principal	(4 993)	(7 266)
Déboursements	4 635	7 795
Prêts sortis	(56)	-
Intérêts incorporés	4	1
Écart de change	(1 085)	1 433
Solde au 31 mars	53 114 \$	53 162 \$

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

Exposition et provisions par qualité de crédit

				31 mars 2019		31 déc. 2018	
	Dépréciation non liée au crédit		Dépréciati on liée au crédit		% du		% du
(en millions de dollars canadiens)	Phase 1	Phase 2	Phase 3	\$	total	\$	total
Prêts bruts							
Première qualité*	22 572	1 807	-	24 379	46 %	25 015	46 %
Qualité inférieure	16 971	10 876	-	27 847	52 %	28 675	52 %
Dépréciation sur une base individuelle	-	-	830	830	2 %	863	2 %
Dépréciation liée à l'émission d'un prêt	-	-	58	58	-	56	-
Prêts bruts	39 543	12 683	888	53 114	100 %	54 609	100 %
Compte de correction de valeur pour pertes	97	311	362	770		820	
Valeur comptable nette – prêts	39 446 \$	12 372 \$	526 \$	52 344 \$		53 789 \$	
Engagements de prêts							
Première qualité*	11 197	1 554	-	12 751	62 %	13 080	63 %
Qualité inférieure	5 572	2 205	-	7 777	38 %	7 684	37 %
Dépréciation sur une base individuelle	-	-	25	25	-	14	-
Total des engagements de prêt	16 769 \$	3 759 \$	25 \$	20 553 \$	100 %	20 778 \$	100 %
Compte de correction de valeur pour pertes	9	5	16	30		20	
Garanties de prêts							
Première qualité*	255	372	-	627	18 %	716	22 %
Qualité inférieure	2 318	496	-	2 814	80 %	2 497	76 %
Dépréciation sur une base individuelle	-	-	66	66	2 %	61	2 %
Total des garanties de prêt	2 573 \$	868 \$	66 \$	3 507 \$	100 %	3 274 \$	100 %
Compte de correction de valeur pour pertes	10	19	51	80		80	

* Les prêts de première qualité sont ceux dont les emprunteurs ont obtenu une cote BBB- ou supérieure selon notre méthode d'évaluation interne du risque de crédit.

Compte de correction de valeur pour pertes

Les opérations sur le compte de correction de valeur pour pertes sur prêts, ainsi que sur les provisions pour pertes sur engagements de prêts et sur garanties de prêts, au 31 mars et pour le trimestre clos à cette date, se présentent comme suit :

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	31 mars 2019				31 mars 2018			
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Compte de correction de valeur pour pertes sur prêts								
Solde au 1 ^{er} janvier	110	353	357	820	113	388	523	1 024
Dotation au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit (reprise)								
Transfert vers la phase 1	7	(7)	-	-	24	(20)	(4)	-
Transfert vers la phase 2	(3)	3	-	-	(3)	3	-	-
Transfert vers la phase 3	-	(8)	8	-	-	(1)	1	-
Réévaluations	(15)	(21)	55	19	(10)	3	(2)	(9)
Nouveaux montages	6	-	-	6	17	2	11	30
Remboursements et arrivées à échéance, montant net	(6)	(6)	-	(12)	(25)	(25)	17	(33)
Total de la dotation au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit (reprise)	(11)	(39)	63	13	3	(38)	23	(12)
Radiations	-	4	(50)	(46)	-	-	-	-
Écart de change	(2)	(7)	(8)	(17)	3	13	12	28
Solde au 31 mars	97	311	362	770	119	363	558	1 040
Provision pour pertes sur engagements de prêts								
Solde au 1 ^{er} janvier	8	12	-	20	4	5	-	9
Dotation au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit (reprise)								
Transfert vers la phase 1	1	(1)	-	-	-	-	-	-
Transfert vers la phase 2	-	-	-	-	(1)	1	-	-
Transfert vers la phase 3	-	-	-	-	-	-	-	-
Réévaluations	(1)	(5)	16	10	-	8	3	11
Nouveaux montages	1	-	-	1	-	-	-	-
Remboursements et arrivées à échéance, montant net	-	(1)	-	(1)	1	11	(2)	10
Total de la dotation au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit (reprise)	1	(7)	16	10	-	20	1	21
Solde au 31 mars	9	5	16	30	4	25	1	30
Provision pour pertes sur garanties de prêts								
Solde au 1 ^{er} janvier	11	24	45	80	16	9	54	79
Dotation au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit (reprise)								
Transfert vers la phase 1	3	(3)	-	-	2	(2)	-	-
Transfert vers la phase 2	(1)	1	-	-	-	-	-	-
Transfert vers la phase 3	-	-	-	-	-	-	-	-
Réévaluations	(8)	(1)	12	3	(1)	-	4	3
Nouveaux montages	5	-	-	5	4	-	-	4
Remboursements et arrivées à échéance, montant net	-	(1)	(6)	(7)	(12)	(2)	(34)	(48)
Total de la dotation au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit (reprise)	(1)	(4)	6	1	(7)	(4)	(30)	(41)
Écart de change	-	(1)	-	(1)	-	1	1	2
Solde au 31 mars	10	19	51	80	9	6	25	40
Total du compte de correction de valeur pour pertes sur prêts et des provisions pour pertes sur engagements de prêts et sur garanties de prêts	116 \$	335 \$	429 \$	880 \$	132 \$	394 \$	584 \$	1 110 \$

Engagements de financement

Le tableau suivant présente les engagements de financement en cours, ventilés par catégorie.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	31 mars 2019	31 déc. 2018
Engagements de prêts signés	20 553	20 778
Lettres d'offre	3 660	3 660
Lignes de crédit confirmées mais non encore attribuées	146	121
Total des engagements de financement	24 359 \$	24 559 \$

3. Passifs au titre des primes et des sinistres

Les passifs au titre des primes et des sinistres découlant de nos groupes de produits d'assurance crédit, d'assurance d'institution financière, d'assurance et cautionnement de contrats et d'assurance risques politiques s'établissaient comme suit :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	31 mars 2019			31 déc. 2018		
	Assurances	Réassurance	Passif net	Assurances	Réassurance	Passif net
Assurance crédit	210	(10)	200	200	(10)	190
Assurance d'institution financière	10	-	10	10	-	10
Assurance et cautionnement de contrats	60	-	60	70	(10)	60
Assurance risques politiques	310	(130)	180	610	(130)	480
Total	590 \$	(140) \$	450 \$	890 \$	(150) \$	740 \$

Les passifs au titre des primes et des sinistres se décomposent comme suit :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	31 mars 2019	31 déc. 2018
Primes d'assurance différées	150	160
Provision pour sinistres sur assurances	440	730
Total des passifs au titre des primes et des sinistres	590	890
Quote-part des réassureurs dans la provision pour sinistres sur assurances	(100)	(110)
Primes de réassurance payées d'avance	(40)	(40)
Quote-part des réassureurs dans les passifs au titre des primes et des sinistres	(140)	(150)
Passif net au titre des primes et des sinistres	450 \$	740 \$

4. Passifs éventuels

Comme il est indiqué à la page 120 du Rapport annuel 2018, la *Loi sur le développement des exportations* nous impose un plafond à l'égard de nos passifs éventuels. Ce plafond s'établit actuellement à 45,0 milliards de dollars. Notre position par rapport à cette limite s'établit à 27,6 milliards de dollars au 31 mars 2019 (27,2 milliards au 31 décembre 2018).

5. Capitaux propres

Le capital social autorisé d'EDC s'élève à 3,0 milliards de dollars, soit 30 millions d'actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune. Le nombre d'actions émises et entièrement libérées est de 13,3 millions (13,3 millions en 2018). Au premier trimestre de 2019, un dividende de 1 010 millions de dollars a été versé au gouvernement du Canada (969 millions en 2018).

6. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur représente notre estimation du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou qui serait payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Pour une description détaillée de nos contrôles, politiques et techniques d'évaluation concernant la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter à la note 22 de la page 157 du Rapport annuel 2018.

Comme pour toute estimation, l'impossibilité de prédire l'avenir entraîne un élément d'incertitude. Lorsqu'il s'agit d'estimer la juste valeur de nos instruments financiers, l'incertitude est amplifiée par le nombre élevé d'hypothèses utilisées et la vaste gamme des techniques d'évaluation acceptables. L'estimation de la juste valeur se fonde sur les conditions du marché à un moment donné et peut donc ne pas refléter les conditions du marché à une date ultérieure. Par conséquent, la juste valeur estimée des instruments financiers décrits ci-dessous ne correspondrait pas nécessairement à leur valeur réelle si les instruments étaient échangés sur le marché.

Les modèles d'évaluation de la juste valeur de certains instruments de placement utilisent des données estimées d'une manière compatible avec les pratiques de l'industrie, qui ne peuvent être observées directement sur le marché. Les méthodes et valeurs dérivées de ces modèles au premier trimestre de 2019 demeurent relativement inchangées par rapport à celles présentées dans le Rapport annuel 2018.

Hiérarchie des justes valeurs

Le tableau suivant donne la hiérarchie des justes valeurs des instruments financiers selon que les données retenues pour l'évaluation sont observables ou non.

- *Niveau 1* – La juste valeur est fondée sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.
- *Niveau 2* – La juste valeur est déterminée à l'aide de données autres que les prix cotés visés au niveau 1 et qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, directement (à savoir les prix) ou indirectement (à savoir les données dérivées du prix).
- *Niveau 3* – La juste valeur est déterminée à l'aide de données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

	31 mars 2019					31 déc. 2018				
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale	Valeur compta ble	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale	Valeur compta ble
Actifs										
Prêts productifs à taux fixe	-	13 419	35	13 454	13 842	-	13 538	56	13 594	14 317
Prêts productifs à taux variable	-	37 880	200	38 080	38 116	-	38 177	277	38 454	38 998
Total des prêts productifs	-	51 299	235	51 534	51 958	-	51 715	333	52 048	53 315
Prêts dépréciés	-	408	-	408	408	-	435	-	435	435
Prêts et créances au titre des intérêts et des commissions	-	51 707	235	51 942	52 366	-	52 150	333	52 483	53 750
Titres négociables	6 578	5 640	-	12 218	12 218	6 772	6 347	-	13 119	13 119
Instruments dérivés	-	441	-	441	441	-	256	-	256	256
Placements	7	-	1 376	1 383	1 383	1	-	1 341	1 342	1 342
Indemnités recouvrables sur assurances	-	-	31	31	31	-	-	35	35	35
Autres actifs	130	28	-	158	159	139	30	-	169	170
Passifs										
Dettes fournisseurs et autres crédits	76	28	-	104	105	196	31	-	227	226
Emprunts	-	55 164	-	55 164	55 217	-	55 355	-	55 355	55 448
Instruments dérivés	-	1 529	-	1 529	1 529	-	1 971	-	1 971	1 971
Garanties de prêts	-	107	-	107	152	-	106	-	106	158

Un changement dans la méthode d'évaluation peut entraîner des transferts vers ou depuis les niveaux 1, 2 et 3. Au cours des trois premiers mois de 2019, aucun transfert n'a eu lieu entre les niveaux.

Le tableau suivant présente un rapprochement des justes valeurs de niveau 3 des instruments financiers inscrits à la juste valeur, entre le début de l'exercice et la fin du premier trimestre de 2019 :

	31 mars 2019		
	Indemnités recouvrables sur assurances	Placements	Total
Solde à l'ouverture de l'exercice	35	1 341	1 376
Diminution des indemnités recouvrables sur assurances	(3)	-	(3)
Profits (pertes) latents comptabilisés en autres (produits) ou charges	-	13	13
Achat d'actifs et émission d'instruments d'emprunt	-	76	76
Remboursement de capital	-	(37)	(37)
Écart de change	(1)	(17)	(18)
Solde à la clôture de la période	31 \$	1 376 \$	1 407 \$
Total des profits ou (pertes) des trois premiers mois de 2019, porté au résultat global au titre des instruments détenus à la clôture du trimestre	(3) \$	16 \$	13 \$

7. Risques liés aux instruments financiers

Les principaux risques que nous courons du fait de détenir des instruments financiers sont les risques de crédit, de marché et d'illiquidité. Pour avoir une description détaillée de nos objectifs, politiques et procédés de gestion des risques liés aux instruments financiers, se reporter au rapport de gestion (pages 96 à 100), ainsi qu'aux notes portant sur nos instruments dérivés et nos instruments d'emprunt (pages 144 et 146) du Rapport annuel 2018.

Risque de crédit

Par risque de crédit, on entend les risques de pertes découlant du non-respect par une contrepartie de ses obligations financières. Nous nous exposons à des risques de crédit en raison des instruments financiers présents dans notre programme de prêts et nos activités de trésorerie.

Concentration du risque de crédit

Le tableau suivant donne une ventilation, par pays où se situe le risque, du montant maximal de notre exposition au risque de crédit inhérent aux instruments financiers. L'exposition comprend les prêts bruts, les garanties de prêts, les placements, les titres négociables, les actifs dérivés et la trésorerie. L'exposition à la concentration du risque de crédit présentée ci-après tient aussi compte de l'effet des accords de participation aux risques non capitalisés et de l'assurance défaut de remboursement de prêt, que nous utilisons pour atténuer le risque de crédit présent dans le portefeuille de prêts.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Exposition au 31 mars 2019		Exposition au 31 déc. 2018	
	\$	%	\$	%
Pays				
États-Unis	19 545	28	20 868	29
Canada	9 769	14	9 394	13
Royaume-Uni	4 887	7	4 909	7
Inde	4 291	6	4 382	6
Australie	3 504	5	4 026	5
Autres	28 880	40	29 191	40
Total	70 876 \$	100	72 770 \$	100

Le tableau suivant indique la concentration du risque de crédit inhérent à nos instruments financiers par secteur industriel.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Exposition au 31 mars 2019		Exposition au 31 déc. 2018	
	\$	%	\$	%
Secteur industriel				
Comptes commerciaux :				
Aéronautique	10 136	14	10 820	15
Pétrole et gaz naturel	8 252	12	8 415	11
Institutions financières	7 966	11	8 504	12
Technologies de l'information et des communications	7 158	10	7 300	10
Infrastructure et environnement	7 012	10	7 176	10
Exploitation minière	6 289	9	6 303	9
Transport de surface	6 210	8	6 234	8
Autres	6 705	10	6 326	9
Total des comptes commerciaux	59 728	84	61 078	84
Prêts souverains	11 148	16	11 692	16
Total	70 876 \$	100	72 770 \$	100

8. Primes d'assurance et commissions de garantie, montant net

Le tableau suivant présente le montant net de nos primes d'assurance et de nos commissions de garantie comptabilisées en produits au titre de nos programmes d'assurance crédit, d'assurance d'institution financière, d'assurance et cautionnement de contrats et d'assurance risques politiques.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	31 mars 2019			31 mars 2018		
	Primes brutes	Réassurance	Primes nettes	Primes brutes	Réassurance	Primes nettes
Assurance crédit	28	(3)	25	28	(2)	26
Assurance d'institution financière	3	-	3	4	-	4
Assurance et cautionnement de contrats	24	(3)	21	22	(3)	19
Assurance risques politiques	6	(4)	2	6	(4)	2
Total	61 \$	(10) \$	51 \$	60 \$	(9) \$	51 \$

9. Charges liées aux sinistres

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les	
	31 mars 2019	31 mars 2018
Indemnités versées	336	17
Indemnités recouvrées	(7)	(5)
Écart actuariel sur la provision nette pour sinistres sur assurances (Augmentation) ou diminution des indemnités recouvrables sur assurances	(276)	14
	3	(4)
Frais de gestion de sinistres	1	1
Total des charges liées aux sinistres	57 \$	23 \$

10. Autres (produits) ou charges

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les	
	31 mars 2019	31 mars 2018
(Profit) ou perte nette réalisé et latent sur les prêts	251	(104)
(Profit) ou perte nette réalisé et latent sur les dérivés	(72)	15
(Profit) ou perte net réalisé et latent sur les titres négociables	(60)	55
(Profit) ou perte net réalisé et latent sur les placements	(17)	(32)
Perte de change	2	6
Autre	3	-
Total des autres (produits) ou charges	107 \$	(60) \$

11. Charges administratives

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les	
	31 mars 2019	31 mars 2018
Salaires et avantages	66	59
Prestations de retraite comptabilisées en charges	8	9
Autres avantages postérieurs à l'emploi et indemnités de fin de contrat de travail comptabilisés en charges	3	3
Systèmes	10	8
Services professionnels	9	10
Dotation aux amortissements	8	8
Marketing et communications	8	3
Occupation	7	6
Voyages, accueil et conférences	2	3
Autres	10	7
Total des charges administratives	131 \$	116 \$

12. Transactions entre parties liées

Le gouvernement du Canada est l'unique actionnaire d'Exportation et développement Canada. Dans le cadre de nos activités normales, nous concluons des transactions avec d'autres ministères, organismes gouvernementaux et sociétés d'État, ainsi qu'avec notre régime de retraite, selon des conditions semblables à celles qui s'appliquent aux parties non liées.

MANDAT D'EDC

Son mandat est non seulement de soutenir et de développer, directement ou indirectement, le commerce extérieur du Canada ainsi que la capacité du Canada d'y participer et de profiter des débouchés offerts sur le marché international, mais aussi de fournir du financement d'une manière qui reflète les priorités du Canada en matière de développement international.

EDC est propriétaire de marques de commerce et de marques officielles. Toute utilisation d'une marque de commerce ou d'une marque officielle d'EDC sans sa permission écrite est strictement interdite. Toutes les autres marques de commerce figurant dans ce document appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Les renseignements présentés peuvent être modifiés sans préavis. EDC n'assume aucune responsabilité en cas d'inexactitudes dans le présent document.

© Exportation et développement Canada, 2019.
Tous droits réservés.



Canada

